



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N° • 56-2021-043**

**PUBLIÉ LE 13 AVRIL 2021**

# Sommaire

## **5602\_DDTM Direction Départementale des Territoires et de la Mer / Service Eau, Nature et Biodiversité**

- 56-2021-04-12-00001 - Arrêté préfectoral du 12 avril 2021 réglementant l'exercice de la pêche en eau douce dans le Morbihan (17 pages)

Page 3

## **5602\_Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) / Service urbanisme et habitat**

- 56-2021-04-08-00002 - Arrêté préfectoral du 08 avril 2021 portant renouvellement de la composition de la commission de la nature, des paysages et des sites (5 pages)

Page 20



**Arrêté préfectoral du 12 avril 2021 réglementant l'exercice  
de la pêche en eau douce dans le Morbihan**

Le préfet du Morbihan,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- VU le règlement (CE) n°1100/2007 du Conseil du 18 septembre 2007 instituant des mesures de reconstitution du stock d'anguilles européennes, et sa déclinaison dans le Plan de Gestion Anguille de la France (volet national et volet local de l'unité de gestion Bretagne) ;
- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.430-1 à L.438-2 et R.431-1 à R.437-12 (livre IV, titre III) sur la pêche en eau douce et la gestion des ressources piscicoles ;
- VU le code des transports, notamment sa quatrième partie sur la navigation intérieure et le transport fluvial, et sa cinquième partie sur le transport et la navigation maritime ;
- VU le code rural et de la pêche maritime, notamment son article D.911-2 fixant les limites de salure des eaux ;
- VU le décret n°59-951 du 31 juillet 1959 modifié portant fixation des limites des affaires maritimes dans les estuaires, fleuves, rivières et canaux fréquentés par les bâtiments de mer ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les régions et les départements ;
- VU le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;
- VU le décret du 10 juillet 2019 nommant Monsieur Patrice FAURE, préfet du Morbihan ;
- VU l'arrêté ministériel du 10 septembre 1986 portant règlement particulier de police (RPP) de la navigation intérieure sur la Vilaine ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 décembre 2004 relatif à la protection de l'espèce *Acipenser sturio* (esturgeon) ;
- VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la mise en place d'autorisations de pêche de l'anguille en eau douce ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 octobre 2010 modifié relatif aux obligations de déclaration des captures d'anguille européenne (*Anguilla anguilla*) par les pêcheurs en eau douce ;
- VU l'arrêté ministériel du 28 juin 2013 portant règlement général de police (RGP) de la navigation intérieure ;
- VU l'arrêté ministériel du 5 février 2016 modifié relatif aux périodes de pêche de l'anguille européenne (*Anguilla anguilla*) aux stades d'anguille jaune et d'anguille argentée ;
- VU l'arrêté ministériel du 14 février 2018 modifié relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain ;
- VU l'arrêté ministériel du 21 octobre 2019 modifié relatif aux mesures de contrôle de la pêcherie professionnelle d'anguille (*Anguilla anguilla*) dans les eaux maritimes ;
- VU l'arrêté ministériel du 8 janvier 2021 fixant les listes des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;
- VU l'arrêté du préfet coordinateur du bassin Loire-Bretagne du 10 juillet 2012 portant sur la liste 2 des cours d'eau, tronçons de cours d'eau ou canaux classés au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement du bassin Loire-Bretagne ;
- VU l'arrêté du préfet de la Région Bretagne du 14 août 2018 approuvant le plan de gestion des poissons migrateurs (PLAGEPOMI) pour les cours d'eau bretons pour la période 2018-2023 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 9 juin 2015 délimitant les zones de frayères dans le département du Morbihan en application de l'article L.432-3 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2020 réglementant l'exercice de la pêche en eau douce dans le Morbihan et modifiant le classement des cours d'eau, canaux et plans d'eau du Morbihan en deux catégories piscicoles ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 mars 2021 réglementant l'exercice de la pêche en eau douce des poissons migrateurs dans le Morbihan du 13 mars 2021 au 11 mars 2022 ;
- VU la convention de partenariat et de mise à disposition du droit de pêche du domaine public du Conseil Régional, entre la Région Bretagne et la Fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique du Morbihan, signée le 1<sup>er</sup> septembre 2014 ;
- VU la convention de partenariat et de gestion du droit de pêche professionnelle sur le domaine public fluvial du Conseil Régional de Bretagne, entre la Région Bretagne et l'Association agréée de pêcheurs professionnels du bassin Loire-Bretagne, signée le 8 février 2019, et le cahier des charges pour l'exploitation du droit de pêche professionnel de la Région Bretagne annexé ;
- VU le relevé de décisions de la séance du Comité de gestion des poissons migrateurs (COGEPOMI) du 13 novembre 2015, notamment les mesures pour préserver le stock d'aloses ;
- VU l'accord des préfets de Loire-Atlantique et du Morbihan concernant l'application de la réglementation sur la pêche en eau douce du Morbihan sur la partie limitrophe de la Vilaine ;

- VU le relevé de décision de la réunion de la Commission de bassin pour la pêche professionnelle en eau douce du bassin Loire-Bretagne du 8 novembre 2017, notamment concernant la pêche du sandre ;
- VU les propositions de la Fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique du Morbihan (FDPPMA 56) ;
- VU les propositions de l'Association agréée des pêcheurs professionnels en eau douce du bassin Loire-Bretagne (AAPPBLB) ;
- VU la transmission du projet d'arrêté pour avis à la direction des voies navigables de la Région Bretagne le 23 février 2021 ;
- VU la transmission du projet d'arrêté pour avis au représentant de la direction régionale de l'Office français de la biodiversité le 23 février 2021 ;
- VU les observations émises lors de la consultation du public sur le projet d'arrêté, en ligne sur le site Internet des services de l'État dans le Morbihan du 24 février au 16 mars 2021 ;

- CONSIDÉRANT les conclusions de la commission technique départementale de la pêche en eau douce réunie le 27 janvier 2021 ;
- CONSIDÉRANT la nécessité de concilier la protection des milieux aquatiques et du patrimoine piscicole, avec le maintien d'activités sociales et économiques liées à la pêche professionnelle et de loisir en eau douce ;
- CONSIDÉRANT que l'usage de filets à mailles supérieures ou égales à 130 mm permet d'éviter la capture d'espèces non ciblées, notamment les espèces carnassières (sandre, brochet) pendant la période de fermeture de la pêche de ces espèces ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

## ARRÊTE

### **Article 1 : Objet**

Outre les dispositions directement applicables des articles R.436-6 à R.436-35 du code de l'environnement, pris en application de l'article L.436-5 du même code, la réglementation de la pêche dans le département du Morbihan est fixée conformément aux articles suivants.

### **Article 2 : Zones de pêche en eau douce – limites de salure des eaux**

Le présent arrêté s'applique aux cours d'eau et plans d'eau du Morbihan, à l'exclusion des sections des cours d'eau ci-après, situées en aval de leurs limites respectives de salure des eaux, et qui sont soumises à la réglementation de la pêche maritime :

- La **Laïta** en aval de la lisière de la forêt de Carnoët du côté du bois Saint-Maurice, à 7 km de l'embouchure ;
- Le **Ter** (affluent de la rade de Lorient) en aval du barrage du Moulin Neuf, à PLOEMEUR ;
- Le **Scorff** en aval de la pointe de Pen-Mané, en face de la Roche-du-Corbeau (en limite entre PONT-SCORFF et CAUDAN) ;
- Le **Blavet** et le **Blavet canalisé** en aval d'une ligne joignant le portail-grille des haras nationaux d'Hennebont (rive gauche) à la roche aval du Taillis de Tréguennec (rive droite) à HENNEBONT ;
- Le **ruisseau de la Demi-Ville** ou **Kergroix** (affluent de la rivière d'Étel) en aval du moulin de la Demi-Ville ou moulin de Nanteraire, à LANDÉVANT ;
- Le **Sach** ou **ruisseau du Poumen** (affluent de la rivière d'Étel) en aval du pont du Sach, à ÉTEL ;
- La **Rivière de la Trinité** ou **de Crach** en aval de la chaussée du moulin de Béquerel, à CRACH ;
- La **Rivière d'Auray** ou **Loch** en aval du pont de Tréauray (en limite entre BRECH et PLUNERET) ;
- La **rivière du Bono** ou **Sal** (affluent de la rivière d'Auray) en aval de la chaussée de Ker-Royal, à PLOUGOUMELLEN ;
- La **Vilaine** en aval du barrage d'ARZAL.

### **Article 3 : Catégories piscicoles**

**3.1** – Sont classés en **première catégorie piscicole** (salmonidés dominants) tous les cours d'eau ou portions de cours d'eau non classés en seconde catégorie, ainsi que les plans d'eau de moins de 3 ha, à l'exception des plans d'eau mentionnés au 3.2 ci-dessous.

**3.2** – Sont classés en **seconde catégorie piscicole** (cyprinidés dominants) les cours d'eau ou sections de cours d'eau et étangs ci-après désignés :

- La **Vilaine** ;
- L'**Oust non canalisé**, en aval du déversoir de Coëtprat ;
- Le **Ninian**, en aval de son confluent avec l'Yvel ; l'Yvel en aval du Moulin de Trégadoret (commune de LOYAT) ;
- La **Claie**, en aval du déversoir de Bellée (commune de SAINT-CONGARD) ;
- L'**Aff**, en aval du Pont Carié situé à environ 330 m en dessous des ouvrages de l'ancien moulin du Chatelier (commune de COMBLESSAC en Ille-et-Vilaine) ;
- L'**Arz**, en aval du deuxième pont d'Arz, CD14, en limite des communes de PEILLAC et SAINT-JACUT-LES-PINS ;
- Le **canal de Nantes à Brest**, la **Rigole d'Hilvern** ;
- Le **Blavet canalisé** ;

- Le **Loch**, du barrage du moulin de Pont-Brech à l'amont, au barrage d'alimentation en eau potable de Tréauray à l'aval ;
- La **Rivière de Saint-Éloi**, en aval des ponts de Kerguest et de Moustero ;
- Le **Trévelo**, en aval de sa confluence avec le ruisseau dit de Bourg-Pommier (y compris l'ensemble des douves, fossés, noues et boires situés dans les marais avec lesquels il communique, ainsi que les parties aval de ses principaux affluents sur une distance maximale de 250 m) ;
- Les **plans d'eau de plus de 3 hectares** ;
- Les **plans d'eau de moins de 3 hectares mentionnés à l'article 12.5**, à titre expérimental (avec le maintien des techniques de pêche autorisées en première catégorie piscicole). La modification de catégorie piscicole de ces plans d'eau n'entraîne pas la remise en cause des obligations de restauration de la continuité écologique des cours d'eau classés en liste 2 au titre de l'article L.214-17 du code de l'environnement (et figurant dans l'arrêté du 10 juillet 2012).

#### **Article 4 : Périodes d'ouverture et d'interdiction de pêche**

Les jours indiqués dans les tableaux ci-dessous sont inclus dans les périodes d'ouverture.

##### **4.1 – Ouverture générale**

	<b>Eaux de 1<sup>ère</sup> catégorie</b>	<b>Eaux de 2<sup>nde</sup> catégorie</b>
Période de pêche autorisée	Du deuxième samedi de mars à 8 h au troisième dimanche de septembre, sauf cas précisés au 4.2	Toute l'année (du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre), sauf cas précisés au 4.2

##### **4.2 – Ouvertures spécifiques et interdictions de pêche de certaines espèces vivant alternativement dans les eaux douces et dans les eaux salées (amphibiotiques)**

<b>Espèces</b>	<b>Eaux de 1<sup>ère</sup> catégorie</b>	<b>Eaux de 2<sup>nde</sup> catégorie</b>
Grande Alose, Alose feinte	Du deuxième samedi de mars à 8 h au troisième dimanche de septembre	Du deuxième samedi de mars à 8 h au troisième dimanche de septembre.  Pêche interdite en avril sur l'Oust et la Vilaine
Lamproie marine	Pêche interdite	Pêche interdite, sauf sur la Vilaine (uniquement) où la pêche est autorisée toute l'année (du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre)
Lamproie fluviatile	Du deuxième samedi de mars à 8 h au troisième dimanche de septembre	
Civelle (alevin d'anguille de 12 cm de longueur maximum)	Pêche interdite	
Anguille jaune (sédentaire)	Du 1 <sup>er</sup> avril au 31 août	
Anguille argentée (d'avalaison, avec ligne latérale différenciée, dos sombre, ventre blanchâtre et yeux hypertrophiés)	Pêche de loisir interdite.  Pour la pêche professionnelle (autorisée sur la Vilaine uniquement, en application de l'article R.436-65-5 du code de l'environnement et de l'arrêté ministériel du 5 février 2016 modifié), se reporter à l'arrêté ministériel du 5 février 2016 modifié (régulièrement actualisé) relatif aux périodes de pêche de l'anguille	
Esturgeon	Pêche interdite	

Pour la pêche du saumon et de la truite de mer, se reporter à l'arrêté préfectoral réglementant l'exercice de la pêche en eau douce des poissons migrateurs dans le Morbihan en vigueur (arrêté annuel).

##### **4.3 – Ouvertures spécifiques et interdictions de pêche d'espèces vivant en permanence en eau douce (holobiotiques)**

<b>Espèces</b>	<b>Eaux de 1<sup>ère</sup> catégorie</b>	<b>Eaux de 2<sup>nde</sup> catégorie</b>
Truite fario	Du deuxième samedi de mars à 8 h au troisième dimanche de septembre	
Truite arc-en-ciel	Du deuxième samedi de mars à 8 h au troisième dimanche de septembre	Du 1 <sup>er</sup> janvier au dernier dimanche de janvier, et du deuxième samedi de mars à 8 h au 31 décembre
Perche	Du deuxième samedi de mars à 8 h au troisième dimanche de septembre	Du 1 <sup>er</sup> janvier au dernier dimanche de janvier, et du dernier samedi d'avril au 31 décembre
Brochet	Du dernier samedi d'avril au troisième dimanche de septembre	Du 1 <sup>er</sup> janvier au dernier dimanche de janvier, et du dernier samedi d'avril au 31 décembre
Sandre	Du deuxième samedi de mars à 8 h au troisième dimanche de septembre	Du 1 <sup>er</sup> janvier au dernier dimanche de janvier, et du troisième samedi de mai au 31 décembre.
Black-bass	Du deuxième samedi de mars à 8 h au troisième dimanche de septembre	Du 1 <sup>er</sup> janvier au dernier dimanche de janvier, et du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 décembre.

Espèces	Eaux de 1 <sup>ère</sup> catégorie	Eaux de 2 <sup>nde</sup> catégorie
Écrevisses américaines (5 espèces) (voir note n° 1)	Du deuxième samedi de mars à 8 h au troisième dimanche de septembre	Toute l'année (du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre)
Autres Écrevisses (voir note n° 1)	Pêche interdite	
Grenouille rousse (voir note n° 2)	Du deuxième samedi de mars à 8 h au troisième dimanche de septembre	
Grenouille verte ou commune (voir note n° 2)	Du deuxième samedi de juillet au troisième dimanche de septembre	
Autres espèces de Grenouilles	Pêche interdite	

#### **Note n° 1 – Écrevisses**

L'introduction dans les eaux libres des quatre espèces d'écrevisses suivantes est seule autorisée :

- Écrevisse à pattes rouges (*Astacus astacus*) ;
- Écrevisse à pattes blanches (*Austropotamobius pallipes*) ;
- Écrevisse à pattes grêles (*Astacus leptodactylus*) ;
- Écrevisse des torrents (*Austropotamobius torrentium* ou *Astacus torrentium*).

Sont interdits l'introduction dans le milieu naturel, la détention, le transport, le colportage, l'utilisation, l'échange, la mise en vente, la vente ou l'achat de spécimens vivants des espèces exotiques envahissantes suivantes :

- Écrevisse américaine (*Orconectes limosus*) ;
- Écrevisse américaine virile ou Écrevisse à pinces bleues (*Orconectes virilis*) ;
- Écrevisse de Californie, Écrevisse signal (*Pacifastacus leniusculus*) ;
- Écrevisse de Louisiane (*Procambarus clarkii*) ;
- Écrevisse marbrée (*Procambarus fallax f. virginalis*).

#### **Note n° 2 – Grenouilles**

La naturalisation, le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat, l'utilisation, commerciale ou non, des spécimens (vivants ou morts) prélevés dans le milieu naturel de grenouilles vertes (*Pelophylax kl. esculentus*) ou grenouilles rousses (*Rana temporaria*), sont interdits en toutes périodes, dans les conditions déterminées par l'article L.411-1 du code de l'environnement relatif aux mesures de protection du patrimoine biologique.

Ces deux espèces peuvent être confondues avec d'autres espèces de grenouilles (grenouille verte avec grenouille de Lessona et grenouille rieuse ; grenouille rousse avec grenouille agile), qui sont plus strictement protégées et dont la pêche est interdite. Il est ainsi recommandé de bien vérifier l'espèce pêchée, par exemple à l'aide d'un guide d'identification ; en cas de doute sur l'espèce pêchée, le ou les individu(s) seront relâchés dans le milieu naturel.

#### **Article 5 : Horaires de pêche**

En dehors des heures normales de la pratique de la pêche, toute utilisation d'esches animales ou de leurres est interdite et toute capture doit obligatoirement être relâchée.

##### **Pêche de loisir – cas général :**

La pêche ne peut s'exercer plus d'une demi-heure avant le lever du soleil, ni plus d'une demi-heure après son coucher\* (réf. : article R.436-13 du code de l'environnement).

Toutefois le deuxième samedi de mars (jour d'ouverture de la pêche en première catégorie), la pêche ne peut s'exercer qu'à partir de 8 heures du matin (quelle que soit l'heure de lever du soleil).

##### **Pêche de loisir – carpe de nuit :**

La pêche de la carpe de nuit est autorisée dans certains plans d'eau et certaines parties de cours d'eau de 2<sup>nde</sup> catégorie, précisés à l'article 12.4 (réf. : article R.436-14 (5°) du code de l'environnement).

##### **Pêche professionnelle – cas général :**

Les pêcheurs professionnels membres de l'AAPPBLB peuvent placer, manœuvrer et relever leurs filets et engins quatre heures avant le lever du soleil et quatre heures après son coucher\* (réf. : article R.436-15 du code de l'environnement).

##### **Pêche professionnelle – anguille :**

Les pêcheurs professionnels membres de l'AAPPBLB peuvent placer, manœuvrer et relever leurs filets et engins à toute heure pour la pêche de l'anguille, dans la partie morbihannaise de la zone mixte de la Vilaine (lot B) comprise entre la confluence avec l'Oust et le lieu-dit l'Isle en Férel (réf. : article R.436-15 du code de l'environnement).

Aucune relève hebdomadaire n'est imposée pour les engins utilisés par les pêcheurs professionnels lors de la pêche de l'anguille (réf. : article R.436-16 du code de l'environnement).

\* Les heures de lever et de coucher du soleil à prendre en compte sont les heures locales. Elles peuvent être consultées dans certains annuaires de marée édités localement, indiquant les heures de lever et de coucher du soleil calculées en heures légales pour la région par le bureau des longitudes de Paris.

## Article 6 : Tailles minimales de capture de certaines espèces

Les poissons et grenouilles des espèces précisées ci-dessous ne peuvent être pêchés et doivent être remis à l'eau immédiatement après leur capture si leur longueur est inférieure à :

Espèce	Taille minimale de capture
Aloses	30 cm
Anguille jaune	20 cm
Black-bass (2 <sup>nde</sup> catégorie)	40 cm
Brochet (1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>nde</sup> catégories)	60 cm
Lamproie fluviatile	20 cm
Lamproie marine	40 cm

Espèce	Taille minimale de capture
Mulets	20 cm
Sandre (2 <sup>nde</sup> catégorie)	50 cm
Saumon*	50 cm
Truite fario et truite arc-en-ciel (1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>nde</sup> catégories)	23 cm
Truite de mer*	35 cm
Grenouilles vertes et rousses	8 cm

La longueur des poissons est mesurée du bout du museau à l'extrémité de la queue déployée ; celle des grenouilles du bout du museau au cloaque.

Réf. : articles R.436-18, R.436-19, R.436-62 du code de l'environnement, et plan de gestion de l'anguille – volet Bretagne

\* Rappel : pour la pêche du saumon et de la truite de mer, se reporter à l'arrêté préfectoral réglementant l'exercice de la pêche en eau douce des poissons migrateurs dans le Morbihan en vigueur (arrêté annuel).

## Article 7 : Nombre de captures autorisées

Le nombre maximum autorisé de captures par pêcheur et par jour est limité pour les espèces suivantes :

Espèces	Catégories piscicoles	Nombres maximums de captures par pêcheur de loisir et par jour	Nombres maximums de captures par pêcheur professionnel et par jour
Truite	1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>nde</sup>	Six poissons	Dix poissons
Brochet	1 <sup>ère</sup>	Deux poissons	Pas de quota
Sandre, Brochet et Black-bass	2 <sup>nde</sup>	Trois poissons, dont deux brochets maximum	Pas de quota

Référence : article R.436-21 du code de l'environnement et demande de la FDPMA du Morbihan du 4 novembre 2016.

Rappel : pour la pêche du saumon et de la truite de mer, se reporter à l'arrêté préfectoral réglementant l'exercice de la pêche en eau douce des poissons migrateurs dans le Morbihan en vigueur (arrêté annuel).

## Article 8 : Procédés et modes de pêche autorisés

Les procédés et modes de pêches autorisés dans le Morbihan sont précisés ci-dessous.

Concernant la pêche du saumon et de la truite de mer, se référer à l'arrêté préfectoral réglementant l'exercice de la pêche en eau douce des poissons migrateurs dans le Morbihan en vigueur (arrêté annuel).

### 8.1 – Pêcheurs aux lignes (pêcheurs amateurs membres des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique (AAPPMA))

	Eaux de 1 <sup>ère</sup> catégorie	Eaux de 2 <sup>nde</sup> catégorie
Lignes	Une ligne par pêcheur	Quatre lignes maximum par pêcheur* (* à l'exception des plans d'eau mentionnés à l'article 12.5 où une seule ligne par pêcheur est autorisée)
	Les lignes doivent être montées sur canne et munies de deux hameçons ou de trois mouches artificielles au plus. Elles doivent être disposées à proximité du pêcheur.	
Autres engins apparentés	Une vermée et six balances au plus, pour la capture des écrevisses exotiques et des crevettes	
	Une carafe ou bouteille dont la contenance ne peut être supérieure à 2 litres, pour la capture des vairons et autres poissons servant d'amorces.	

Réf. : article R.436-23 du code de l'environnement.

Concernant les réserves de pêche (où la pêche est interdite) et les parcours de pêche avec des règles particulières (parcours « no-kill », parcours avec règles spécifiques, parcours de pêche à la carpe de nuit, plans d'eau de seconde catégorie avec techniques de pêche de première catégorie), se référer à l'article 12.

**8.2 – Pêcheurs aux engins et aux filets** (pêcheurs professionnels membres de l'association agréée de pêcheurs professionnels en eau douce du bassin Loire-Bretagne (AAPPBLB) et pêcheurs amateurs membres de l'association départementale agréée des pêcheurs amateurs aux engins et aux filets (ADAPAEF))

**a) La pêche aux engins et aux filets est interdite dans les eaux de 1<sup>ère</sup> catégorie**

Toutefois les pêcheurs professionnels membres d'une association agréée de pêcheurs professionnels en eau douce peuvent pêcher dans le cadre d'une autorisation de vidange de plan d'eau – cf. paragraphe f) ci-dessous.

**b) Parcours de pêche aux engins et filets**

La pêche amateur et professionnelle aux engins et aux filets ne peut s'exercer que sur les parcours définis ci-après. Ceux-ci sont situés dans les eaux du domaine public fluvial (DPF) transféré à la Région Bretagne et font l'objet de conventions passées entre le Conseil Régional et les deux catégories de pêcheurs (professionnels et amateurs).

Cours d'eau	Pêcheurs professionnels membres de l'AAPPBLB	Pêcheurs amateurs membres de l'ADAPAEF
<b>Vilaine</b> (lot B)	De la confluence avec l'Oust, au lieu-dit la Goule d'eau (PK 90,0890) jusqu'au lieu-dit l'Isle en Férel (PK 127,000), sur une longueur de 36,117 km	
<b>Aff</b>		Entre le pont de la Gacilly et le confluent avec l'Oust (y compris dépendances relevant du DPF)
<b>Arz</b>		Entre le deuxième pont d'Arz en limite des communes de PEILLAC et SAINT-JACUT-LES-PINS (RD14) et le confluent avec l'Oust (y compris dépendances relevant du DPF)
<b>Oust</b> (lot 1)		Partie de l'Oust entre le déversoir du pont de l'Oust et l'écluse de la Maclais (y compris la partie dite rivière des Fougerêts)
		Le lac ou mortier de Glénac
		Les anciens bras barrés actuellement par les déversoirs de Boixel, des prés Mabon et de Limur
		Les autres bras naturels, noues, boires relevant du DPF
<b>Oust</b> (lot 3)		Entre le barrage de la Potinais et la confluence avec la Vilaine

**c) Respect des règles de navigation et des autres usagers**

Il est rappelé que l'activité de pêche, pratiquée depuis une embarcation, est soumise au respect de la réglementation :

- Règlement général de police (RGP) de la navigation intérieure (arrêté du 28 juin 2013 – quatrième partie du code des transports) sur la Vilaine en amont du barrage (port) de Redon, ainsi que sur les autres cours d'eau mentionnés au b) ;
- Réglementation de la navigation maritime (cinquième partie du code des transports) sur la Vilaine en aval du port de Redon ;
- Règlement particulier de police (RPP) de la navigation intérieure sur la Vilaine.

Pour rappel, les dispositions à respecter comprennent :

- les règles de signalisation visuelle et sonore (marques, feux et signaux), de jour, de nuit et par visibilité réduite, pour les bateaux en circulation, à l'arrêt, en action de pêche ;
- les règles de route, notamment en ce qui concerne les croisements, dépassements, virements et la prévention des risques d'abordage ;
- le respect des limitations de vitesse sur la Vilaine :
  - 10 km/h (5,5 nœuds) maximum dans la partie navigable, à l'exception des secteurs et situations ci-dessous ;
  - 5,5 km/h (3 nœuds) maximum au droit des ports, ouvrages (ponts), au croisement d'un bateau plus petit ou au mouillage ;
  - 3,7 km/h (2 nœuds) maximum à l'approche des ouvrages de navigation (écluses).

La vitesse du bateau doit rester compatible avec les caractéristiques locales (état des eaux, ouvrages d'art, visibilité) et ne pas mettre en danger les autres usagers (embarcations légères, matériels flottants).

Il est également rappelé que les pêcheurs (amateurs et professionnels) sont tenus de respecter les dispositions indiquées dans les conventions de partenariat et de mise à disposition ou de gestion du droit de pêche sur le DPF de la Région Bretagne.

**d) Sélectivité des engins de pêche**

Les engins et filets utilisés doivent être suffisamment sélectifs afin de permettre de respecter la réglementation (capture des espèces ciblées, respect des tailles minimales de capture) ; ils doivent notamment être conformes à l'article R.436-26 du code de l'environnement (caractéristiques, maillages minimums et dimensions maximums à respecter en fonction des espèces ciblées).

La sélectivité d'un engin s'entend comme sa capacité à capturer les poissons ciblés (de l'espèce voulue et mesurant au moins la taille minimale de capture autorisée), en épargnant les autres poissons (espèces non ciblées et/ou de petite taille).



Un engin de pêche est sélectif par sa conception (forme, maillage, rapport d'armement pour les filets, ...) et par sa mise en œuvre (période d'utilisation, positionnement dans le cours d'eau – dans la colonne d'eau et par rapport au courant, fréquence de relève, ...).

Un engin sélectif doit permettre de réduire au minimum les captures accessoires (captures de poissons non ciblés, en espèce comme en taille).

#### e) Engins et filets autorisés

Les pêcheurs, professionnels ou amateurs membres des associations pré-citées, peuvent pêcher au moyen des engins, filets et lignes dont la nature, les dimensions et le nombre maximum sont précisés ci-après :

	<b>Pêcheurs professionnels</b> membres de l'AAPPBLB	<b>Pêcheurs amateurs</b> membres de l'ADAPAEF
Engins autorisés	<b>Trente bosselles ou nasses à anguilles</b> à mailles de 10 mm. L'emploi de nasses anguillères est autorisé pour la pêche de la lamproie.	<b>Trois bosselles ou nasses à anguilles</b> , à maille de 10 mm. L'emploi des nasses anguillères est autorisé pour la pêche de la lamproie.
	<b>Trente nasses ou verveux</b> à mailles de 50 mm minimum, ou <b>trente verveux « barrière »</b> de maille 10 mm équipés d'une goulotte de 63 mm de diamètre minimum et dont l'enfoncement sera de 30 mm maximum, dénommés verveux sélectifs de l'écrevisse non autochtone.	<b>Trois nasses à poissons</b> (appelées localement tambours) à mailles de 50 mm
	<b>Lignes de fond</b> munies pour l'ensemble de 50 hameçons de taille 8/0 pour pêcher le silure	<b>Lignes de fond</b> munies pour l'ensemble de 15 hameçons, dont 5 maximum de taille 8/0
	<b>Quatre lignes montées sur cannes</b> et munies chacune de 2 hameçons au plus ou de 3 mouches artificielles au plus. Les lignes doivent être disposées à proximité du pêcheur.	
		<b>Six balances</b> pour la capture des écrevisses exotiques.
	<b>Filets de type araignée (filet droit) ou tramail</b> d'une longueur cumulée de 300 m maximum à toutes périodes de l'année et tous maillages confondus.  Pendant la période de fermeture de la pêche du sandre (cf. article 4.3), les filets ont un maillage supérieur ou égal à 130 mm.  En vue de son signalement à la navigation, tout filet utilisé doit être rendu apparent par deux bouées ancrées à proximité des extrémités.  Les filets ne peuvent pas être utilisés au droit du parcours de pêche international de Tranhaleux à Rieux (3 700 m de longueur entre un point situé à 300 m en aval du port de Rieux et le pont de Cran) entre 15 jours avant et 15 jours après chaque compétition.	
	<b>Trois tézelles</b> (ouverture 6 m x 2 m) et <b>trois verveux</b> pour la pêche de l'anguille argentée. L'obligation de relève hebdomadaire de ces engins a été supprimée.	
<b>Un épervier</b>		
Engins tolérés jusqu'à leur remplacement	<b>Un carrelet</b> de 25 m <sup>2</sup> de superficie maximum, aux mailles conformes à l'article R.436-26 du code de l'environnement : -10 mm pour anguille, goujon, loche, vairon, vandoise, ablette, lamproies, gardon, chevesne, hotu, grémille et brème ainsi que pour les espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques ; -27 mm pour les poissons autres que saumon, truite de mer et espèces précitées.	
		<b>Anciens tambours</b> à mailles de 27 mm
Marquage obligatoire	Chaque engin et filet utilisé sous couvert d'une licence doit être identifié par une plaque ou tout autre moyen, en matière inaltérable, apposé, comportant le numéro de la licence et la lettre P.	Chaque engin et filet utilisé doit être identifié par une plaque ou tout autre moyen, en matière inaltérable, comportant le numéro de l'autorisation (le cas échéant, pour la pêche de l'anguille jaune) ou le nom du titulaire et la lettre A.

#### Dimensions et disposition des filets et engins (article R.436-28 du code de l'environnement) :

Les filets et engins de toute nature, fixes ou mobiles, lignes de fond comprises, ne peuvent occuper plus des deux tiers de la largeur mouillée du cours d'eau ou du plan d'eau dans les emplacements où ils sont utilisés.

Ils ne peuvent, à l'exception des lignes dormantes, être employés simultanément sur la même rive ou sur deux rives opposées, même par des pêcheurs différents, que s'ils sont séparés par une distance égale à trois fois au moins la longueur du plus long de ces filets ou engins.

La longueur des filets mobiles, et notamment des araignées, mesurés à terre et développés en ligne droite, ne peut dépasser les deux tiers de la largeur mouillée du cours d'eau.

#### f) Pêche lors de vidanges de plans d'eau

Dans les plans d'eau bénéficiant d'une autorisation ou d'un récépissé de déclaration de vidange en application des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement, les membres des associations agréées des pêcheurs professionnels en eau douce peuvent pêcher au moyen des engins et filets suivants (réf. : article R.436-25 du code de l'environnement) :

- Filets de type araignée ;
- Filets de type tramail ;
- Filets de type senne ;
- Filets barrage, baros ;
- Éperviers ;
- Carrelets, bouges, coulettes, couls ;
- Dideaux ;
- Nasses ;
- Verveux ;
- Bosselles à anguilles ;
- Filets ronds ;
- Balances à écrevisses ou à crevettes ;
- Lignes de fond ;
- Lignes de traîne ;
- Quatre lignes montées sur canne et munies chacune de 2 hameçons au plus ou de 3 mouches artificielles au plus.

### **Article 9 : Procédés et modes de pêche interdits**

- a) Dans les eaux de seconde catégorie, pendant la période d'interdiction de la pêche du brochet définie à l'article 4.3, la pêche au vif, au ver manié, au poisson mort ou artificiel et aux leurres (sauf mouche fouettée à hameçon simple) est interdite (réf. : article R.436-33 du code de l'environnement), à l'exception des cas mentionnés ci-dessous, pour lesquels cette interdiction ne s'applique pas :
- Pêche du saumon et de la truite de mer sur le Blavet ;
  - Pêche de l'alose au mini-leurre artificiel, monté avec un seul hameçon simple, sur le Blavet de la limite de salure des eaux jusqu'au barrage de Lochrist ;
  - Pêche du silure au paquet de vers, sur montage spécifique.
- b) Afin de protéger les frayères, la pêche en marchant dans l'eau est interdite dans tous les cours d'eau de première catégorie entre la date d'ouverture générale de la pêche (cf. article 4.1 : deuxième samedi de mars) et le vendredi précédent le deuxième samedi d'avril inclus (réf. : article R.436-32-II du code de l'environnement).
- c) Toute pêche est interdite :
- Dans les dispositifs assurant la circulation des poissons dans les ouvrages construits dans le lit des cours d'eau ;
  - Dans les pertuis, vannages et dans les passages d'eau à l'intérieur des bâtiments ;
  - À partir des barrages, des écluses et des passerelles, ainsi que sur une distance de 50 mètres en aval de l'extrémité de ceux-ci, à l'exception de la pêche à l'aide d'une ligne ;
  - Dans l'enceinte des stations de production d'eau potable (périmètres de protection immédiate).
- En outre, la pêche aux engins et aux filets est interdite sur une distance de 200 mètres en aval de l'extrémité de tout barrage et de toute écluse.
- (Réf. : articles R.436-70 et R.436-71 du code de l'environnement)
- d) En application de l'article R.436-34 du code de l'environnement, il est interdit d'utiliser comme appât ou amorce :
- Les œufs de poissons, naturels, frais, de conserve, ou mélangés à une composition d'appâts ou artificiels, dans tous les cours d'eau et plans d'eau ;
  - Les asticots et autres larves de diptères dans les cours d'eau de 1<sup>ère</sup> catégorie ; cependant ils sont autorisés dans les plans d'eau de cette même catégorie.
- e) En période de fermeture de la pêche de l'anguille, l'utilisation des engins destinés à sa capture (lignes de fond eschées de vers, bosselles et nasses anguillères) est interdite.
- f) Il est interdit dans les cours d'eau ou leurs dérivations d'établir des appareils, d'effectuer des manœuvres, de battre la surface de l'eau en vue de rassembler le poisson afin d'en faciliter la capture (réf. : article R.436-31 du code de l'environnement).

### **Article 10 : Pêche de l'anguille et mesures conservatoires de l'espèce**

La pêche de l'anguille est interdite en dehors des unités de gestion de l'anguille, déterminées selon les modalités de l'article R.436-65-1 du code de l'environnement.

La pêche de l'anguille jaune par les pêcheurs professionnels, ainsi que par les pêcheurs de loisir membres des associations agréées de pêcheurs amateurs aux engins et aux filets, est subordonnée à l'obtention d'une autorisation délivrée selon les modalités fixées par l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la mise en place d'autorisations de pêche de l'anguille en eau douce ; il en est de même pour la pêche de l'anguille argentée par les pêcheurs professionnels. Le formulaire de demande (Cerfa n° 14346\*01) est téléchargeable sur <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R21845>.

Tout pêcheur en eau douce, professionnel ou amateur, doit enregistrer ses captures d'anguilles dans un  carnet de pêche , dont il doit être en possession pour contrôle lors de toute activité de pêche (formulaire Cerfa n° 14358\*01 téléchargeable sur <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R21844>).

Tout pêcheur dûment autorisé par l'administration à utiliser des engins et/ou filets pour la pêche de l'anguille doit effectuer une déclaration mensuelle de ses captures, au plus tard le 5 du mois suivant, en fournissant les informations figurant en annexes de l'arrêté du 22 octobre 2010 modifié (pêcheurs amateurs) et de l'arrêté du 18 décembre 2013 modifié (pêcheurs professionnels), au moyen :

- soit d'une fiche de déclaration de captures d'anguilles (formulaire Cerfa 14347\*01 téléchargeable sur <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R21846>) ;
- soit en utilisant l'outil de télédéclaration Cesmia (<https://cesmia.afbiodiversite.fr>) après création d'un compte « pêcheur » dans l'outil (avec l'adresse de courrier électronique du pêcheur).

Le débarquement des captures d'anguilles par les pêcheurs professionnels, ainsi que le transport et la première vente de ces captures sont effectués selon les modalités indiquées dans l'arrêté ministériel du 21 octobre 2019 modifié.

En tout temps, à l'occasion des vidanges des plans d'eau, les anguilles ne justifiant pas d'une introduction licite sont intégralement et immédiatement remises à l'eau dans le milieu naturel (cours d'eau en aval).

**Article 11 : Articulation de la réglementation de la pêche en eau douce dans les secteurs mitoyens avec les départements voisins**

**a) Lac de Guerlédan (Blavet) (22-56)** : dans sa partie limitrophe avec le département des Côtes-d'Armor, il est fait application de la réglementation des Côtes-d'Armor. Le secteur concerné s'étend de la confluence, à l'amont, avec le ruisseau dit des Forges, jusqu'au barrage du bassin de compensation de la retenue de Guerlédan, à l'aval.

**b) Vilaine (56-44)** : dans sa partie limitrophe avec le département de la Loire-Atlantique, il est fait application de la réglementation du Morbihan. Le secteur concerné s'étend de la confluence avec l'Oust au lieu-dit « Le Goule d'eau » jusqu'à la limite des communes de FÉGRÉAC (44) et THÉHILLAC (56) située à environ 250 m en aval de l'embouchure de l'Isac.

**c) Étang du Rodoir (56-44)** : cet étang est localisé sur les communes de NIVILLAC (56) et HERBIGNAC (44) mais est cadastré entièrement à NIVILLAC. Il y est fait application de la réglementation du Morbihan.

**d) Ruisseau de Penlann (29-56)** : sa partie aval sur 700 m est mise en réserve (dispositions identiques dans le département du Finistère).

**e) Naïc, Éllé et Laïta (29-56)** : dans les parties limitrophes de ces cours d'eau avec le département du Finistère, il y est fait application de la réglementation du Morbihan (arrêté préfectoral réglementant l'exercice de la pêche en eau douce des poissons migrateurs dans le Morbihan en vigueur).

**f) Lié (22-56)** : sur sa section limitrophe avec les Côtes d'Armor, la pêche à 2 lignes est autorisée sur le Lié (application de la réglementation des Côtes d'Armor) ;

**g) Autres cours d'eau** : à défaut d'accord entre les préfets, il est fait application des dispositions les moins restrictives applicables dans les départements concernés.

## Article 12 : Réserves de pêche et réglementations particulières

### 12.1 – Réserves de pêche

Afin de favoriser la protection ou la reproduction des poissons, la pêche est interdite dans les réserves de pêche suivantes :

Cours d'eau ou plan d'eau	AAPPMA	Catégorie	Délimitations des réserves de pêche	Communes	Objectifs particuliers
Étang de Tréauray	La Gaule Alréenne	2 <sup>nd</sup> e	Limite amont : pont de la RD19 Limite aval : barrage du moulin de Pont Brech	BRECH, PLUMERGAT	
Loch (aval retenue de Tréauray)	La Gaule Alréenne	1 <sup>ère</sup>	De l'aval du barrage de Tréauray jusqu'à la passerelle publique et dans le périmètre de l'usine de production d'eau potable	BRECH, PLUNERET	
Sal	La Gaule Alréenne et La Gaule Vannetaise	1 <sup>ère</sup>	Du pont SNCF au pont de la RN165 (emprise de l'ancienne retenue de Pont-Sal)	PLOUGOUMELLEN	Restauration du milieu naturel suite au démantèlement du barrage de Pont-Sal (et sécurité des personnes – terrain vaseux).
Ruisseau de Cadelac	Entente du Haut Éllé	1 <sup>ère</sup>	Limite amont : pont de la RD132 Limite aval : 200 m avant sa confluence avec l'Aër.	PRIZIAC	
Ruisseau de la Bonne Chère	Guéméné-sur-Scorff	1 <sup>ère</sup>	Limite aval : confluence avec la Sarre Limite amont : 1 <sup>er</sup> pont sur la commune de Guern (linéaire d'environ 140 m)	GUERN	
Ruisseaux de Kerustang	Guéméné-sur-Scorff	1 <sup>ère</sup>	Limite amont : confluence avec le ruisseau du Moulin Ruchec Limite aval : ancienne digue de l'étang de Pont-Callec Linéaire d'environ 1 km	KERNASCLÉDEN, BERNÉ	
Sarre	La Gaule Melrandaise	1 <sup>ère</sup>	Sur 50 m en aval de la passe à poissons de la pisciculture de Bourdoux	MELRAND	
Ruisseaux du camp de Coëtquidan	La Gaule Guéroise	1 <sup>ère</sup>	Affluents de l'Aff rive droite et affluents de l'Oyon rive gauche. Les étangs de Passonne, du Pré, le Vieil Etang ne sont pas concernés par l'interdiction de pêche.	CAMPÉNÉAC, BEIGNON, SAINT-MALO-DE-BEIGNON, GUER, PORCARO, AUGAN	Site de reproduction de la truite fario
Canal de Nantes à Brest (Oust canalisé)	Les Pêcheurs Malestroyens	2 <sup>nd</sup> e	Sur 50 m en amont et 50 m en aval de la passe à poissons du barrage de Beaumont	SAINT-CONGARD, SAINT-LAURENT-SUR-OUST	
Canal de Nantes à Brest (Oust canalisé)	Les Pêcheurs Malestroyens	2 <sup>nd</sup> e	Sur 50 m en aval de la passe à poissons du barrage de la Née	SAINT-ABRAHAM, SAINT-MARCEL	
Tohon ou Saint-Éloi	La Gaule Muzillacaise	1 <sup>ère</sup>	Sur 200 m en amont du pont du Moustéro (pendant la fermeture de la pêche des carnassiers)	MUZILLAC	
Tohon ou Saint-Éloi	La Gaule Muzillacaise	1 <sup>ère</sup>	Sur 25 m en aval de la passe à poissons en sortie de l'étang de Pen-Mur	MUZILLAC	
Kervily	La Gaule Muzillacaise	1 <sup>ère</sup>	Sur 200 m en amont de l'étang de Pen-Mur (pendant la fermeture de la pêche des carnassiers)	MUZILLAC	
Lac au Duc	L'Ablette Ploërmelaise	2 <sup>nd</sup> e	De la pointe de Brango sur 350 m vers l'amont, entre la rive et 150 m au large. Frayères balisées.	PLOËRMEL et TAUPONT	Protection des frayères à sandre, brochet et poisson blanc.
Scorff	Plouay	1 <sup>ère</sup>	Limite amont : pointe aval de l'îlot sur 130 m en amont du Moulin des Princes Limite aval : paroi aval du Pont Neuf reliant Pont-Scorff et Cléguer (RD26).	PONT-SCORFF et CLÉGUER	Zone de protection en amont de la station de contrôle des migrateurs du Moulin des Princes.

Cours d'eau ou plan d'eau	AAPPMA	Catégorie	Délimitations des réserves de pêche	Communes	Objectifs particuliers
Ruisseau de Guilly	Pontivy	1 <sup>ère</sup>	De sa source jusqu'au Pont er Griol	MALGUÉNAC	
Arz et bief du moulin de Bragou	La Gaule de Lanvaux	1 <sup>ère</sup>	Du départ du bras de contournement du moulin de Bragou à la route communale franchissant l'Arz au lieu-dit Moulin de Bragou, ainsi que dans le bras de décharge du moulin	PLUHERLIN	
Étang de Trégat	La Gaule Vannetaise	2 <sup>nde</sup>	De l'arrivée du ruisseau de Randrecart à la voie privée coupant la retenue	TREFFLÉAN	
Plessis	La Gaule Vannetaise	1 <sup>ère</sup>	Du pont situé à l'amont station d'épuration de Theix (Le Grazo) jusqu'au Pont Roz, sur 600 m	THEIX-NOYALO	

**Balilage des interdictions de pêche :** les associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique (AAPPMA), détentrices des droits de pêche sur les cours d'eau ou sections de cours d'eau visés ci-dessus, sont tenues de procéder à la pose de panneaux indicateurs mentionnant les interdictions de pêcher.

### 12.2 – Parcours « no kill » (pêche avec relâcher)

Sur les secteurs de pêche suivants, les poissons pêchés (de certaines espèces ou de toutes espèces selon le secteur) doivent être obligatoirement remis à l'eau vivants sur place :

Cours d'eau ou plan d'eau	AAPPMA	Catégorie	Délimitations des parcours « no kill »	Communes	Espèces concernées	Conditions particulières
Kergroix	La Gaule Alréenne	1 <sup>ère</sup>	Au lieu-dit « Pont des Bons Voisins » sur 400 m en amont du pont de la RD33	LANDÉVANT	Toutes	Pêche à la mouche exclusivement (hameçon sans ardillon)
Étang de Mané Bogad	La Gaule Alréenne	2 <sup>ème</sup>	Situé dans le parc de Mané Bogad	PLOËMEL	Toutes	Pêche réservée au moins de 18 ans.
Loch	La Gaule Alréenne	1 <sup>ère</sup>	Limite amont : passerelle au niveau du village de Kerhün Limite aval : le Pont Neuf (RD102). Parcours balisé.	PLUVIGNER et PLUMERGAT	Toutes	Seuls sont autorisés les leurres artificiels avec un seul hameçon simple sans ardillon ou ardillon écrasé.
Sal	La Gaule Alréenne et La Gaule Vannetaise	1 <sup>ère</sup>	Sur 830 m entre : Limite amont : moulin de Kervilio Limite aval : pont SNCF	PLOUGOUMELLEN et PLUNERET	Toutes	Pêche à la mouche exclusivement (hameçon sans ardillon).
Étang communal de Lignol	Guéméné-sur-Scorff	2 <sup>nde</sup>		LIGNOL	Toutes	Pêche sans ardillon ou ardillon écrasé. 1 seule ligne autorisée.
Aër	Guéméné-sur-Scorff	1 <sup>ère</sup>	Sur 1400 m à partir de la RD110 au lieu-dit Moulin Neuf vers l'aval	SAINT-TUGDUAL	Toutes / truite	Pêche à la mouche fouettée sans ardillon (toutes espèces) et remise à l'eau obligatoire des truites fario.
Inam (ou Ster-Laër)	Entente du Haut Ellé	1 <sup>ère</sup>	Limite amont : Pont-Neuf (à proximité du moulin de Keryhuel) Limite aval : Pont Priol. Parcours balisé d'environ 1 300 m.	LANVÉNÉGEN et LE FAOUËT	Truite	Seuls sont autorisés les leurres artificiels avec un seul hameçon simple, sans ardillon ou ardillon écrasé.
Claie	La Truite Locminoise	1 <sup>ère</sup>	Limite amont : déversoir du moulin de Quenhouët ; Limite aval : pont de Quenhouët	COLPO, SAINT-JEAN-BRÉVELAY	Truite	Seuls sont autorisés les leurres artificiels avec un seul hameçon simple sans ardillon ou ardillon écrasé.
Étang de la Forêt	Loch	2 <sup>nde</sup>		BRANDIVY	Carpe	Remettre le poisson à l'eau de jour comme de nuit.
Loch	Loch	1 <sup>ère</sup>	Limite amont : embouchure du ruisseau de Kerrivalain Limite aval : début de la parcelle cadastrée ZP2. Parcours d'environ 600 m qui sera balisé.	GRAND-CHAMP	Truite	

Cours d'eau ou plan d'eau	AAPPMA	Catégorie	Délimitations des parcours « no kill »	Communes	Espèces concernées	Conditions particulières
Étang de Campénéac	L'Ablette Ploërmelaise	2 <sup>ème</sup>		CAMPÉNÉAC	Carpe et black-bass	
Étang Fishery des Sorciers	L'Ablette Ploërmelaise	2 <sup>ème</sup>		LOYAT	Toutes	
Blavet	Pontivy	2 <sup>nde</sup>	Limite amont : écluse du Stumo (n°113) Limite aval : écluse d'Auquinian (n°112)	CLÉGUÉREC, NEULLIAC	Truite	Toutes techniques légales autorisées sans arpillons ou arpillons écrasés.
Étang de Lannéac	Pays de Lorient	2 <sup>nde</sup>	Sur l'ensemble de son périmètre	PLOEMEUR et GUIDEL	Carpe	Remettre le poisson à l'eau de jour comme de nuit.
Blavet	Pays de Lorient	2 <sup>nde</sup>	Limite amont : écluse de Minazen (n°19) Limite aval : écluse de Polvern (n°28)	HENNEBONT, INZINZAC- LOCHRIST, LANGUIDIC, QUISTINIC	Carpe	Remettre le poisson à l'eau de jour comme de nuit.

### 12.3 – Règles spécifiques de pêche dans certains secteurs

Cours d'eau ou plan d'eau	AAPPMA	Catégorie	Délimitations des parcours spécifiques	Communes	Espèces concernées	Conditions particulières
Loch	La Gaule Alréenne et Loch	1 <sup>ère</sup>	Ensemble du bassin versant du Loch		Truite	Fenêtre de capture : 23 à 28 cm (taille minimum – taille maximum). Quota de 3 poissons maximum par pêcheur et par jour. (Expérimentation avec suivis halieutique et piscicole qui permettront d'en apprécier la pertinence et l'efficacité)
Réservoir de Parc er Bihan	Loch	1 <sup>ère</sup>	Grand étang du site : réservoir mouche	COLPO	Toutes	Pêche sur réservation. Pêche à la mouche ou « area fishing » exclusivement. Voir réglementation sur place ou <a href="http://www.reservoir-erbihan.com">www.reservoir-erbihan.com</a>
Étang communal de Pont Berthois	Loch	2 <sup>ème</sup> (voir art. 12.5)		LOCQUeltas	Toutes	Pêche en bateau et pêche en float-tube interdites.
Étang de l'Abbaye de Langonnet	Entente du Haut Ellé	1 <sup>ère</sup>		PLOURAY et PRIZIAC	Toutes	Pêche interdite aux plus de 16 ans entre l'ouverture de la pêche en 1 <sup>ère</sup> catégorie et le 30 avril inclus. Pêche aux leurres interdite, y compris avec mouche. Pêche en bateau et pêche en float-tube interdites.
Étang communal de Plouray et étang de Pontigou	Entente du Haut Ellé	2 <sup>nde</sup>		PLOURAY et LANGONNET	Toutes	Pêche en bateau et pêche en float-tube interdites.
Étang de Tronjoly	La Gaule Gourinoise	1 <sup>ère</sup>		GOURIN	Toutes	Pêche en bateau interdite
Étang de Pont ar Len	La Gaule Gourinoise	2 <sup>ème</sup> (voir art. 12.5)		GOURIN	Toutes	Pêche en bateau interdite

Cours d'eau ou plan d'eau	AAPPMA	Catégorie	Délimitations des parcours spécifiques	Communes	Espèces concernées	Conditions particulières
Scorff	Guéméné-sur-Scorff	1 <sup>ère</sup>	Sur 1 km en aval du pont du Palévert (RD131)	PLOËRDUT, GUÉMÉNÉ-SUR-SCORFF et LOCMALO	Toutes	Les hameçons doivent être sans ardil lon. Taille minimale de capture de la truite fario portée à 28 cm (au lieu de 23 cm). Nombre de capture maximum : 1 poisson par jour et par pêcheur.
Aër	Guéméné-sur-Scorff	1 <sup>ère</sup>	Sur 1400 m à partir de la RD110 au lieu-dit Moulin Neuf vers l'aval	SAINT-TUGDUAL	Toutes / truite	Pêche à la mouche fouettée sans ardil lon (toutes espèces) et remise à l'eau obligatoire des truites fario
Étang communal de Silfiac (Pont Samoel)	Guéméné-sur-Scorff	2 <sup>nde</sup>		SILFIAC	Toutes	Pêche des carnassiers sans ardil lon ou ardil lon écrasé. Pêche de l'anguille interdite. Remise à l'eau des carpes et tanches. Une seule ligne autorisée. Truites arc-en-ciel : voir réglementation sur place.
Étang du Dordu	Guéméné-sur-Scorff	2 <sup>nde</sup>		LANGOËLAN		Pêche des carnassiers sans ardil lon ou ardil lon écrasé. Pêche de l'anguille interdite. Remise à l'eau des carpes et tanches.
Étang d'Aleth (ou étang de Saint-Malo)	La Gaule Guéroise	2 <sup>nde</sup>		SAINT-MALO-DE-BEIGNON	Toutes	Pêche en barque et pêche en float-tube interdites
Doueff	Brochet Mauronnais	1 <sup>ère</sup>	Parcours d'1 km entre la RD2 (route de Concoret – Le Lavoir – limite amont) et la RD16 (Le Cellier – limite aval).	MAURON	Toutes	Parcours réservé aux moins de 16 ans
Scorff	Plouay	1 <sup>ère</sup>	Limite amont : aval du barrage du moulin de Saint-Yves Limite aval : pointe de l'îlot situé 130 m en amont du Moulin des Princes	PONT-SCORFF et CLÉGUER	Toutes	À partir du 1 <sup>er</sup> juin, seule la pêche à la mouche fouettée sur hameçon simple est autorisée.
Scorff	Plouay	1 <sup>ère</sup>	Limite amont : paroi aval du Pont Neuf Limite aval : pointe de Pen Mané face au Rocher du Corbeau	PONT-SCORFF, CLÉGUER et CAUDAN	Saumon	Seule la pêche à la mouche fouettée sur hameçon simple est autorisée. Période de pêche définie dans l'arrêté annuel « poissons migrateurs »
Étang de Pont-Nivino	Plouay	2 <sup>ème</sup> (voir art. 12.5)		PLOUAY	Toutes	Entre le 1 <sup>er</sup> samedi d'octobre et le dernier dimanche de janvier inclus : pêche à la mouche exclusivement avec hameçon simple sans ardil lon ou ardil lon écrasé, avec remise à l'eau des poissons obligatoire.
Blavet	Pays de Lorient	2 <sup>nde</sup>	Sur 100 m à l'aval du barrage des Goretz	HENNEBONT et INZINZAC-LOCHRIST	Toutes	Seule la pêche à une mouche montée sur un seul hameçon simple est autorisée, du premier lundi d'avril au vendredi précédent le dernier samedi d'avril (soit du 5 au 23 avril inclus en 2021).
Étang de Saint-Mathurin	Pays de Lorient	2 <sup>nde</sup>		PLOEMEUR	Toutes	Nombre de lignes limitées à deux. Pêche en barque et pêche en float-tube interdites.
Étangs communaux de Larré et La Vraie Croix	La Truite Questembergoise	1 <sup>ère</sup>		LARRÉ et LA VRAIE CROIX	Toutes	Pêche en barque interdite
Étang communal de Cézac	La Truite Questembergoise	2 <sup>ème</sup> (voir art. 12.5)		QUESTEMBERG	Toutes	Pêche en barque interdite
Étang du Rodoir	Brochet de Basse Vilaine	2 <sup>nde</sup>		NIVILLAC	Toutes	Pêche en barque sans moteur thermique autorisée. Pêche en float-tube autorisée.
Étang de Kernevy	Brochet de Basse Vilaine	2 <sup>nde</sup>		SAINT-DOLAY	Toutes	Pêche en bateau et pêche en float-tube interdites.

Cours d'eau ou plan d'eau	AAPPMA	Catégorie	Délimitations des parcours spécifiques	Communes	Espèces concernées	Conditions particulières
Vilaine	Brochet de Basse Vilaine	2 <sup>nde</sup>	Parcours de Tranhaleux de 3 700 m de longueur entre un point situé à 300 m en aval du port de Rieux (limite amont) et le pont de Cran (limite aval).	RIEUX	Toutes	Pêche au filet interdite dans le parcours entre 15 jours avant et 15 jours après chaque compétition.
Lié	La Gaule Rohannaise	1 <sup>ère</sup>		BRÉHAN	Toutes	Pêche à 2 lignes autorisée sur le Lié sur sa section limitrophe avec les Côtes d'Armor (application de la réglementation des Côtes d'Armor)
Étang de Rohan, étangs de Branguily et étang communal de Bréhan	La Gaule Rohannaise	2 <sup>nde</sup>		ROHAN, GUeltas et BRÉHAN	Toutes	Pêche en barque interdite. Sur les étangs de Branguily, seule la pêche à partir des digues est autorisée.
Étang de Pen Mur	La Gaule Muzillacaise	2 <sup>nde</sup>		MUZILLAC	Toutes	Pêche en bateau interdite. Pêche en float-tube autorisée.

#### 12.4 – Pêche de la carpe de nuit

Dans les eaux de 2<sup>e</sup> catégorie, la pêche de la carpe est autorisée à toute heure dans les parties de cours d'eau et plans d'eau de 2<sup>nde</sup> catégorie listés ci-dessous. Toutefois, entre une demi-heure après le coucher du soleil et une demi-heure avant son lever, aucune carpe capturée par les pêcheurs amateurs aux lignes ne peut être maintenue en captivité ou transportée.

Cours d'eau ou plan d'eau	AAPPMA	Communes	Conditions particulières (limites, eschage,...)
Blavet	Pays de Lorient	LANGUIDIC, QUISTINIC, INZINZAC-LOCHRIST, HENNEBONT	Entre l'écluse de Minazen (n°19) et l'écluse de Polvern (n°28)
Blavet	La Truite Baudaise	LANGUIDIC, QUISTINIC, BAUD, SAINT-BARTHÉLÉMY, MELRAND	Entre l'écluse de Minazen (n°19) et l'écluse de Tréblavet (n°14)
Blavet	La Gaule Melrandaise	PLUMÉLIAU-BIEUZY	Entre l'écluse de Guern (n°8) et l'écluse de Gamblen (n°11)
Blavet	Pontivy	SAINT-THURIAU, LE SOURN, PONTIVY	Entre l'écluse de Signan (n°3) et l'écluse du Roch (n°4). Entre l'écluse de Lestitut (n°2) et l'écluse de la Cascade (n°108).
Oust	L'Hameçon Josselinais	GUÉGON, FORGES DE LANOUÉE, JOSSELIN, GUILLAC	Entre l'écluse de Bocneuf (n°39) et l'écluse de Saint-Jouan (n°34)
Oust	L'Ablette Ploërmelaise	VAL D'OUST	Entre l'écluse de Montertelot (n°29) et l'écluse de La Ville aux Figlins (n°28)
Oust	Les Pêcheurs Malestroyens	MALESTROIT, SAINT-CONGARD	Entre l'écluse de Malestroït (n°25) et l'écluse de Fovéno (n°24), uniquement côté halage
Oust	Pêches Loisirs de l'Oust	SAINT-CONGARD, SAINT-MARTIN-SUR-OUST, PEILLAC, LES FOUGERÊTS	De l'écluse de Rieux (n°22) à l'écluse de Limur (n°20)
Oust	Le Mortier de Glénac	SAINT-VINCENT-SUR-OUST	À l'aval, entre le chemin d'accès au Château de Boro et en amont le ponton d'abordage de l'île aux Pies (rive droite uniquement)
Oust	Le Mortier de Glénac	SAINT-VINCENT-SUR-OUST, SAINT-PERREUX	Du barrage de la Potinais au pont de Saint-Perreux route de Redon



Cours d'eau ou plan d'eau	AAPPMA	Communes	Conditions particulières (limites, eschage,...)
Vilaine	Le Brochet de Basse Vilaine	RIEUX	En rive droite, au lieu-dit Aucfer sur 1 km en amont de la confluence de l'Oust et à l'aval du panneau indiquant la fin de parcours
Saint-Éloi	La Gaule Muzillacaise	MUZILLAC	Rive gauche entre l'aval et un point situé à 100 m en amont de la passerelle du Bocheno et à l'amont un point situé 200 m en amont de cette même passerelle. Parcours balisé.
Étang de la Folie	Le Brochet Mauronnais	MAURON	Totalité du périmètre. Embarcation et écho-sondeurs interdits. Plomb « back-lead » obligatoire.
Lac au Duc	L'Ablette Ploërmelaise	PLOËRMEL, TAUPONT, LOYAT	Rive droite : entre le chemin de la bande des Mouettes (Loyat) et le Petit Rocher (Taupont) ; Rive gauche : entre la maisonnette SNCF de Lézonnet (Loyat) et le ponton de l'hôtel du Roi Arthur (Ploërmel).
Étang d'Aleth ou de Saint-Malo	La Gaule Guéroise	SAINT-MALO-DE-BEIGNON	Voir réglementation sur place.
Étang de Lannédec	Pays de Lorient	PLOEMEUR, GUIDEL	Totalité du périmètre, sauf la partie de rive située entre la station de pompage et la route d'accès à l'étang à partir du village de Lannédec.
Étang de Bel Air	Entente du Haut Ellé	PRIZIAC	Totalité du périmètre, sauf la zone d'interdiction d'accès pour la protection d'espèces végétales, délimitée sur le site.
Étang du Moulin Neuf	La Gaule de Lanvaux	MALANSAC, PLUHERLIN, ROCHEFORT-EN-TERRE	Totalité du périmètre, excepté la portion de la salle de spectacle à l'extrémité de la plage.
Étang de Pen-Mur	La Gaule Muzillacaise	MUZILLAC	Uniquement à Moustéro, Pen Mur et Trégréhen
Étang du Rodoir	Le Brochet de Basse Vilaine	NIVILLAC	Seulement sur les secteurs précisés
Étang au Duc	La Gaule Vannetaise	VANNES	Totalité du périmètre
Étang de Tréauray	La Gaule Alréenne	PLUMERGAT, PLUNERET, BRECH	Sur 400 m en amont de la ligne de bouée en rive de Brech. Sur 350 m en aval de la confluence du ruisseau de Sainte-Anne et de la retenue (côté Plumergat). En rive gauche, face au village de Saint-Dégan, à 100 m de part et d'autre de la limite communale Plumergat-Pluneret. L'accès se fait uniquement en bateau.
Étang communal de la Peupleraie	La Truite du Porhoët	LA TRINITÉ PORHOËT	Totalité du périmètre
Étang du Valvert	Pontivy	NOYAL-PONTIVY	Totalité du périmètre
Étang de la Rocquennerie	Le Mortier de Glénac	LA GACILLY	Totalité du périmètre
Étang de Réguinty	La Truite Locminoise	RÉGUINY, MORÉAC	Totalité du périmètre. Dépose et amorçage interdit en bateau.
Étang communal de Ménéac	La Truite du Porhoët	MÉNÉAC	Totalité du périmètre
Étang du Vaulaurent		SAINT-MARTIN-SUR- OUST	Gestion privative
Étang de la Forêt	Loc'h	BRANDIVY	Totalité du périmètre
Étang du Dordu	Guéméné-sur-Scorff	LANGOËLAN	Totalité du périmètre
Étang de Kerbédic		SAINT-TUGDUAL	En amont – totalité du périmètre. Gestion privative

Il est rappelé que toute personne se livrant à l'exercice de ce mode de pêche pendant les heures de nuit, dans les parcours susvisés, doit nécessairement :

- respecter les zones interdites à la pêche (réserves, activités nautiques...), la tranquillité des riverains et les règles élémentaires relatives à la sécurité publique ;
- se conformer aux exigences des règlements de police de la navigation intérieure, à savoir : interdiction de circuler avec des véhicules motorisés sur les chemins de service et de halage, et interdiction de toutes autres installations sur le domaine public sans autorisation de l'administration (camping, caravaning) ;
- s'assurer de l'accord du détenteur du droit de pêche dans les eaux non domaniales.

## 12.5 – Plans d'eau de seconde catégorie avec techniques de pêche de première catégorie

Sur les plans d'eau suivants, classés en seconde catégorie piscicole, les modalités de pêche suivantes s'appliquent à titre expérimental :

- les périodes de pêche autorisées sont celles de la seconde catégorie piscicole (cf. article 4) ;
- les procédés et modes de pêche autorisés sont ceux applicables en première catégorie piscicole (cf. article 8) ; notamment limitation à une seule ligne par pêcheur.

Plan d'eau de plus de 3 ha, qui était déjà en seconde catégorie piscicole auparavant, et dont les techniques de pêche autorisées sont modifiées :

AAPPMA	Plan d'eau	Commune	Superficie
Guémené-sur-Scorff	Étang communal de Pont Samuel	SILFIAC	4,056 ha

Plans d'eau de moins de 3 ha, qui étaient en première catégorie piscicole auparavant, et dont les périodes de pêche autorisées sont modifiées :

AAPPMA	Plans d'eau	Communes	Superficie
La Gaule Alréenne	Étang de Pont Douar	BRECH	0,36 ha
La Gaule Alréenne	Étang de Mané Bogad	PLOËMEL	0,33 ha
La Truite Baudaise	Étang communal	CAMORS	0,996 ha
La Truite Baudaise	Étang communal	SAINT BARTHÉLEMY	0,681 ha (en 2 parties)
La Truite Baudaise	Étang communal	GUÉNIN	2,913 ha
Le Mortier de Glénac	Étang communal	LA GACILLY (LA CHAPELLE GACELINE)	1,401 ha
La Gaule Gourinoise	Étang communal de Pont ar Lenn (voir art. 12.3)	GOURIN	2,906 ha (en 2 parties)
Loch	Étang communal de Pont Berthois (voir art. 12.3)	LOCQUeltas	2,562 ha
Guémené-sur-Scorff	Étang communal du bourg	LIGNOL	0,291 ha
Pontivy	Étangs de Poulmain	CLÉGUÉREC	1,5 ha (en 3 parties)
La Gaule de Lanvaux	Étang de la Vallée	SAINT JACUT LES PINS	0,628 ha
Pays de Lorient	Étang communal de Pont Screign	LANGUIDIC	0,288 ha
Pays de Lorient	Étang communal du Parc de Kerbihan	HENNEBONT	0,304 ha
Pays de Lorient	Étang communal de Quimper	HENNEBONT	0,253 ha
Pays de Lorient	Étang communal du Merdy	HENNEBONT	0,061 ha
Brochet Mauronnais	Étang communal de Boissy	NÉANT SUR YVEL	2,094 ha
La Gaule Melrandaise	Étang communal de Kerstrasquel	MELRAND	1,961 ha
L'Ablette Ploërmelaise	Étang communal « Fishery des Sorciers »	LOYAT	1,773 ha
L'Ablette Ploërmelaise	Étang communal	CAMPÉNÉAC	1,613 ha
Plouay	Étang communal de Manéhouarn (sauf grand Étang)	PLOUAY	0,784 ha (en 2 parties)
Plouay	Étang communal de Pont Nivino (voir art. 12.3)	PLOUAY	2,569 ha
Plouay	Étang communal de la Métairie	PONT SCORFF	0,736 ha
La Truite Questembergoise	Étang communal de Célac (voir art. 12.3)	QUESTEMBERT	1,994 ha
Pêches Loisirs de l'Oust	Étang communal du Petit Moulin	SAINT MARTIN SUR OUST	0,958 ha
La Gaule Vannetaise	Étang communal (étang aux Biches)	TRÉDION	2,962 ha (en 2 parties)
La Gaule Vannetaise	Étang communal	TRÉFFLÉAN	1,659 ha

Cette expérimentation, proposée par la FDPMA 56, a pour objectif de mener des actions d'animation et de promotion du loisir pêche (encadrées par les AAPPMA), sur une période de l'année plus étendue, avec application des techniques de pêche de la première catégorie (une seule ligne par pêcheur).

**Article 13 : Organisation de concours de pêche dans les eaux de la 1<sup>ère</sup> catégorie piscicole**

L'organisation des concours de pêche dans toutes les eaux de première catégorie piscicole est soumise à l'autorisation préalable du préfet, à solliciter au moins 2 mois avant la date prévue du concours (réf. : article R.436-22 du code de l'environnement).

**Article 14 : Abrogation**

Le présent arrêté remplace l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2020 réglementant l'exercice de la pêche en eau douce dans le Morbihan et modifiant le classement des cours d'eau, canaux et plans d'eau du Morbihan en deux catégories piscicoles.

**Article 15 : Entrée en vigueur**

Le présent arrêté prendra effet à compter du lendemain de sa date de publication.

**Article 16 : Publicité**

Le présent arrêté sera affiché dans les communes du département pendant une durée minimale d'un mois et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Morbihan. Il sera également mis à la disposition du public sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan ([www.morbihan.gouv.fr](http://www.morbihan.gouv.fr)).

**Article 17 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative compétente (le tribunal administratif de Rennes), qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut être contesté :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte, dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision considérée. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet, qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois ;
- par recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent, dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision considérée, le délai de recours gracieux étant interruptif du délai de recours contentieux.

**Article 18 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, les sous-préfets d'arrondissement du Morbihan, les maires des communes du Morbihan, le directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan, le commandant le groupement de gendarmerie du Morbihan, le directeur départemental de la sécurité publique du Morbihan, les agents de l'Office français de la biodiversité, le président de la Fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique du Morbihan, le président de l'Association agréée des pêcheurs professionnels en eau douce du bassin Loire-Bretagne, les gardes-pêche particuliers assermentés, ainsi que tous les autres agents visés à l'article L.437-1 du code de l'environnement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,  
Patrice FAURE



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

**portant renouvellement de la composition de la commission de la nature, des paysages et des sites**

Le préfet du Morbihan  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles R.341-16 à R.341-25 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles R.133-1 à R.133-15 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 10 juillet 2019, nommant monsieur Patrice FAURE, préfet du Morbihan ;

**Vu** le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives, notamment ses articles 8 et 9 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 7 février 2013, modifié par l'arrêté du 26 août 2014 instituant la commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans le département ;

**Vu** l'article 18 du décret n° 2014-450 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** la délibération du Conseil départemental du Morbihan du 3 décembre 2018 désignant ses représentants pour siéger au sein des différentes formations spécialisées ;

**Vu** la lettre du 7 septembre 2020 de Monsieur le président de l'association des maires et présidents d'EPCI du Morbihan, désignant ses représentants pour siéger au sein des différentes formations spécialisées ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux du 5 et du 19 février 2021 portant modification de la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

**Vu** les propositions des organismes consultés, des associations agréées pour la protection de l'environnement et les avis recueillis ;

**Sur proposition du** secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

**ARRÊTE**

**Article 1 –**

La commission départementale de la nature, des paysages et des sites du Morbihan, présidée par le préfet ou son représentant, est composée de membres siégeant en cinq formations spécialisées : des sites et paysages, de la nature, de la faune sauvage captive, de la publicité et des carrières.

La composition des différentes formations spécialisées de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites est renouvelée pour trois ans à compter de la date du présent arrêté.

**Article 2 –**

La formation spécialisée « des sites et paysages » est composée comme suit :

1) Collège de représentants des services de l'État :

- un représentant de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne
- un représentant de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine
- un représentant du service départemental des territoires et de la mer en charge de l'environnement (eau, nature et biodiversité)
- un représentant du service départemental des territoires et de la mer en charge de l'urbanisme ou du littoral
- un représentant d'une sous-préfecture

2) Collège de représentants élus des collectivités territoriales dont au moins un représentant d'établissement public de coopération intercommunale intervenant en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire :

a) Deux conseillers départementaux :

- M. Denis BERTHOLOM, conseiller départemental du canton de Vannes 2 (titulaire)  
Mme Françoise BALLESTER, conseillère départementale du canton de Guidel (suppléante)
- Mme Soizic PERRAULT, conseillère départementale du canton de Pontivy (titulaire)  
M. Benoît QUERO, conseiller départemental du canton de Pontivy (suppléant)

b) Trois Maires dont un représentant d'établissement public de coopération intercommunale :

- M. Pascal BARRET, maire d'Arradon (titulaire)  
M. Guy HERCEND, maire d'Étel (suppléant)
  
- M. Alain de CHABANNES, maire de Bohal, (titulaire)  
M. Jean-Jacques LE CREUX, maire adjoint de Sarzeau (suppléant)
  
- M. Michel LE RAY, maire adjoint de Plouharnel et vice-président d'AQTA (titulaire)  
M. Pascal PUISAY, maire de Pénéstin (suppléant)

3) Collège de personnalités qualifiées en matière de protection des sites ou du cadre de vie, représentants d'associations agréées de protection de l'environnement et représentants des organisations agricoles ou sylvicoles ou des exploitants de parcs éoliens :

- M. Jean-Michel de MOURGUES, représentant l'association « union pour la mise en valeur esthétique du Morbihan » UMIVEM (titulaire)  
Mme Elodie MARTINIE-COUSTY, représentant l'association « union pour la mise en valeur esthétique du Morbihan » UMIVEM (suppléante)
- Mme Marie-Armelle ECHARD, représentant l'association « les amis des chemins de ronde » (titulaire)  
Mme Laurence HUGUEL, association « les amis des chemins de ronde » (suppléant)
- Mme Michèle FARDEL, représentante de l'association « Bretagne Vivante » (titulaire)  
M. Patrick PHILIPPON, représentant de l'association « Bretagne Vivante » (suppléant)
- M. Alain GUIHARD, représentant la chambre d'agriculture (titulaire)  
M. Jean-Marc LE PENUZIC, représentant la chambre d'agriculture (suppléant)

Selon les dossiers présentés lors de la séance :

- M. Emmanuel de BRUNHOFF, représentant les organisations professionnelles sylvicoles (titulaire)  
M. Eric de JENLIS, représentant les organisations professionnelles sylvicoles (suppléant)

ou

- M. Philippe LE GAL, président du Comité régional conchylicole de Bretagne sud (titulaire)  
M. Jean MAHÉO, Président du Syndicat Ostréicole de la Ria d'Étel, Pointe de Beg Morzel (suppléant)

4) Collège de personnes ayant compétence en matière d'aménagement et d'urbanisme, de paysage, d'architecture et d'environnement :

- M. Ronan LE DELEZIR, enseignant chercheur aménagement maritime et littoral (titulaire)  
M. Mouncef SEDRATI, enseignant chercheur en géosciences marines et géomorphologie du littoral (suppléant)
  
- Mme Stéphanie EYMOND, paysagiste (titulaire)  
M. Baptiste GALLINEAU, paysagiste (suppléant)
  
- Mme Frédérique FALLET, architecte conseil du CAUE (titulaire)  
Mme Delphine DERVILLE, architecte conseil du CAUE, (suppléant)
  
- M. François PICARD, architecte (titulaire)  
Mme Marie DUVAL, architecte (suppléante)

Selon les dossiers présentés lors de la séance :

- M. Frédéric GOSSELIN (Boralex), représentant de l'association « France Énergie Éolienne » (titulaire)  
Mme Emilie HERVE (Nass&Wind), « Syndicat des Énergies Renouvelables »(suppléant)

ou

- M. Landry MOUYOKOLO, architecte, (titulaire)  
M. Cyril BETTREMIEUX, architecte, (suppléant)

**Article 3 –**

La formation spécialisée « de la nature » est composée comme suit :

1) Collège de représentants des services de l'État :

- un représentant du service régional en charge du patrimoine naturel
- un représentant du service départemental des territoires et de la mer en charge de l'eau, de la nature et de la biodiversité
- un représentant du service départemental des territoires et de la mer en charge de l'urbanisme ou des cultures marines et de la gestion du domaine public maritime

2) Collège de représentants élus des collectivités territoriales :

a) Un Conseiller départemental :

- M. Benoît QUERO, conseiller départemental du canton de Pontivy (titulaire)  
M. Michel JALU, conseiller départemental du canton d'Auray (suppléant)

b) Deux Maires :

- M. Pascal BARRET, maire d'Arradon (titulaire)  
M. Guy HERCEND, maire d'Étel (suppléant)
  
- M. Alain de CHABANNES, maire de Bohal, (titulaire)  
M. Jean-Jacques LE CREUX, maire adjoint de Sarzeau (suppléant)

3) Collège de personnalités qualifiées en matière de sciences de la nature, représentants d'associations agréées de protection de l'environnement :

- M. Daniel LASNE, représentant l'association SEPNB Bretagne Vivante (titulaire)
- M. Jean-Pierre MOUSSET, représentant l'association SEPNB Bretagne Vivante (suppléant)
- M. Maurice JOUBAUD, Président de la fédération départementale des chasseurs (titulaire)
- M. Joël WALKENÄERE, représentant la fédération départementale des chasseurs (suppléant)
- M. Alain BONNEC, représentant l'association « Eaux et rivières de Bretagne », (titulaire)
- M. Jean-Baptiste GUILLAS, représentant l'association « Eaux et rivières de Bretagne » (suppléant)

4) Collège de personnes ayant compétence en matière de protection de la flore et de la faune sauvage ainsi que des milieux naturels :

- M. Cyrille BLOND, botaniste (titulaire),
- M. Mouncef SEDRATI, enseignant chercheur en géosciences marines et géomorphologie du littoral- Université Bretagne Sud (titulaire)
- M. Ronan LE DELEZIR, enseignant chercheur aménagement maritime et littoral – Université Bretagne Sud (titulaire)

Lorsque cette formation spécialisée se réunit en instance de concertation pour la gestion du réseau Natura 2000, le préfet peut inviter des représentants d'organismes consulaires et des activités présentes sur les sites Natura 2000 à y participer, sans voix délibérative.

Lorsque cette formation spécialisée est chargée d'émettre un avis sur un acte réglementaire relatif à la protection des sites d'intérêt géologique, le préfet peut inviter des personnes et des représentants d'organismes consulaires et des activités concernées à y participer, sans voix délibérative.

**Article 4 –**

La formation spécialisée « de la faune sauvage captive » est composée comme suit :

1) Collège de représentants des services de l'Etat :

- un représentant du service régional en charge du patrimoine naturel
- un représentant du service départemental de la protection des populations, en charge de la faune sauvage captive
- un représentant de l'office national de la chasse et de la faune sauvage

2) Collège de représentants élus des collectivités territoriales :

a) Un conseiller départemental :

- M. Benoît QUERO, conseiller départemental du canton de Pontivy (titulaire)
- M. Michel JALU, conseiller départemental du canton d'Auray (suppléant)

b) Deux maires :

- M. Pascal BARRET, maire d'Arradon (titulaire)
- M. Guy HERCEND, maire d'Etel (suppléant)
- M. Alain de CHABANNES, maire de Bohal, (titulaire)
- M. Jean-Jacques LE CREUX, maire adjoint de Sarzeau (suppléant)

3) Collège de représentants d'associations agréées dans le domaine de la protection de la nature et des scientifiques compétents en matière de faune sauvage captive :

- M. Didier MASCI, représentant l'association « Volée de piafs » (titulaire)
- M. Jorge PAREDES, docteur vétérinaire (titulaire)
- M. Sylvain LARRAT, docteur vétérinaire (suppléant)
- M. Jean-Pierre BRISSE, enseignant formateur en technique animale (titulaire)

4) Collège de responsables d'établissements pratiquant l'élevage, la location, la vente ou la présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques :

- M. Olivier DUPONT, directeur de l'insectarium de Lizio (titulaire)
- M. Mickaël DORSO, éleveur amateur (titulaire)
- M. Anthony DABADIE, Parc animalier de Branféré (suppléant)
- M. Michel CHEVAUX, éleveur amateur (titulaire)
- M. Jacques GUILLEMET, éleveur amateur d'oiseaux (suppléant)

**Article 5 –**

La formation spécialisée « de la publicité » est composée comme suit :

1) Collège de représentants des services de l'Etat :

- un représentant du service régional en charge du patrimoine naturel
- un représentant du service départemental en charge de la publicité
- un représentant de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine

2) Collège de représentants élus des collectivités territoriales :

a) Un conseiller départemental :

- M. Benoît QUERO, conseiller départemental du canton de Pontivy (titulaire)
- M. Michel JALU, conseiller départemental du canton d'Auray (suppléant)

b) Deux maires :

- M. Pascal BARRET, maire d'Arradon (titulaire)  
M. Guy HERCEND, maire d'Étel (suppléant)
- M. Alain de CHABANNES, maire de Bohal, (titulaire)  
M. Jean-Jacques LE CREUX, maire adjoint de Sarzeau (suppléant)

3) Collège de personnalités qualifiées en matière de protection des sites ou du cadre de vie, de représentants d'associations agréées de protection de l'environnement :

- M. Jean-Michel de MOURGUES, représentant l'association « union pour la mise en valeur esthétique du Morbihan » UMIVEM (titulaire)  
Mme Elodie MARTINIE-COUSTY représentant l'association « union pour la mise en valeur esthétique du Morbihan » UMIVEM, (suppléante)
- Mme Marie-Armelle ECHARD, représentant l'association « les amis des chemins de ronde » (titulaire)  
M. Noël COUDERC, représentant l'association « Bretagne vivante » (suppléante)
- M. Nicolas JOSSE, représentant l'association « Paysages de France » (titulaire)  
M. Gérard BOURBON, représentant l'association « Paysages de France » (suppléant)

4) Collège de représentants des entreprises de publicité et des fabricants d'enseignes :

a) Deux représentants des entreprises de publicité :

- M. Amaury CARDON, MPE-Avenir (titulaire)  
M. Olivier LE BEON, UPE (suppléant)
- Mme Clothilde LE GOFF, Exterion Media (titulaire)  
Mme Maria MOLLIER, Exterion Media (suppléante)

b) Un représentant des fabricants d'enseignes :

- M. Marc JAMET, Bossé Colors (titulaire)  
M. Loïc WALLAERT, Insitis (suppléant)

Le maire de la commune ou le président de l'EPCI concerné par le projet siège à la séance et a voix délibérative sur le projet.

**Article 6 –**

La formation spécialisée « des carrières » est composée comme suit :

1) Collège de représentants des services de l'Etat :

- un représentant de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine
- un représentant de l'unité territoriale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- un représentant du service départemental des territoires et de la mer en charge de l'eau, de la nature et de la biodiversité
- un représentant de la délégation territoriale du Morbihan de l'agence régionale de santé

2) Collège de représentants élus des collectivités territoriales :

a) Deux conseillers départementaux :

- M. Jacques LE LUDEC, représentant le président du conseil départemental, conseiller départemental du canton de Hennebont (titulaire)  
M. Michel PICHARD, conseiller départemental du canton de Ploermèl (suppléant)
- M. Yves BLEUNVEN, conseiller départemental du canton de Grand-Champ (titulaire)  
M. Benoît QUERO, conseiller départemental du canton de Pontivy (suppléant)

b) Deux maires :

- M. Pascal BARRET, maire d'Arradon (titulaire)  
M. Guy HERCEND, maire d'Étel (suppléant)
- M. Alain de CHABANNES, maire de Bohal, (titulaire)  
M. Jean-Jacques LE CREUX, maire adjoint de Sarzeau (suppléant)

3) Collège de personnalités qualifiées en matière de sciences de la nature, de protection des sites ou du cadre de vie, de représentants d'associations agréées de protection de l'environnement et, le cas échéant, de représentants des organisations agricoles ou sylvicoles :

- Mme Mélanie BARDEAU, représentant le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) de Bretagne (titulaire)  
M. Jean-Michel SCHROETTER, représentant le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) de Bretagne (suppléant)
- Mme Dominique WILLIAMS, représentant l'association « eaux et rivières de Bretagne » (titulaire)  
M. Sylvain BERNIER, représentant l'association « eaux et rivières de Bretagne » (suppléant)
- Un représentant de la chambre d'agriculture
- Mme Marie-Roberte PERRON, représentant l'association « union pour la mise en valeur esthétique du Morbihan » UMIVEM (titulaire)

4) Collège de représentants des exploitants de carrières et des utilisateurs de matériaux de carrières :

Trois représentants des exploitants de carrières :

- M. Christophe CORLAY - Société des carrières Bretonnes (titulaire)  
Mme Claire MORICE – Lafargeholcim Granulats (suppléante)
- M. Médéric d'AUBERT – Carrières et matériaux du Grand Ouest (titulaire)  
M. Joseph DANIEL – SARL Daniel Pierre (suppléant)
- M. Patrick RUELLAND – Société Charier CM (titulaire)  
M. Bertrand LESSARD – Carrières Lessard (suppléant)

Un représentant des utilisateurs de matériaux de carrières :

- M. Olivier BUECHER – Directeur Agence Bretagne Lafargeholcim Bétons (titulaire)  
M. Régis GUILLO – COLAS Centre Ouest (suppléant)

Le maire de la commune sur le territoire de laquelle une exploitation de carrière est projetée est invité à siéger à la séance au cours de laquelle la demande d'autorisation de cette exploitation est examinée. Il a sur le projet, voix délibérative.

**Article 7 –**

L'arrêté préfectoral du 19 février 2021 portant modification de la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, est abrogé.

**Article 8 –**

Le secrétaire général de la préfecture du Morbihan est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la préfecture et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Vannes, le 08 avril 2021

Le préfet,

Patrice FAURE